



# EDF et le projet Hercule

## Borne\* to be alive?

Le tube de l'été pourrait être un remix de « \* *naître pour être vivant* » des années 80. Au-delà de la boutade, que Madame la Ministre nous pardonne ce jeu de mot, l'Alliance CFE UNSA Énergies attend que son action ministérielle pérennise notre entreprise par une régulation renouvée et juste alors que ses prédécesseurs ont trop souvent joué contre elle. Notre pays ne peut se satisfaire d'avoir vu 9 ministres se succéder en 12 ans à ce portefeuille. Il est temps d'y voir un(e) vrai serviteur de l'État dénué(e) de tout dogmatisme qui puisse offrir visibilité et stabilité aux acteurs énergétiques sans qu'EDF soit l'entreprise à abattre.

**Madame la Ministre, la transition écologique ne peut en aucun cas se traduire par une tragédie économique pour EDF.** Voici pourquoi.

La transition écologique et énergétique devrait faire consensus au regard de l'urgence climatique. Malheureusement, pour beaucoup, elle s'accompagne d'un dogmatisme économique pourvoyeur de profits à des entreprises qui n'en manquent pas, au détriment d'EDF et bien loin de l'intérêt général.

Comme si la régulation actuelle déjà totalement dissymétrique (et récemment aggravée par un amendement à la loi Énergie Climat portant le plafond de l'ARéNH à 150 TWh au prix inchangé) n'était pas suffisante, il est dans les têtes de certains mécanos opportunistes de scinder les activités du Groupe en deux entités.

Sans raison économique sérieuse et sans assurance d'une nouvelle régulation plus juste pour l'entreprise, ce projet de nouvelle gouvernance apparaît comme purement financier sans aucune justification industrielle.

**Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, la Ministre doit urgemment prendre la mesure des décisions passées qui ont tant affaibli le groupe EDF. Ni la transition énergétique, ni les territoires et ni les citoyens n'ont à gagner à l'affaiblissement d'EDF. Le projet Hercule ne résoudrait en rien le seul sujet qui vaille : le financement des investissements d'EDF et la juste rétribution de sa production. La tragédie énergétique qui consisterait à brader le bien commun représenté par EDF au profit d'intérêts particuliers entacherait toute politique en la matière et placerait les salariés d'EDF et leurs représentants dans une radicalité qui ne servirait personne.**

L'Alliance CFE UNSA Énergies demande que l'entreprise et son actionnaire majoritaire, l'État, conviennent que le contexte ne se prête pas à ce chambardement et que la situation économique de l'entreprise ne nécessite nullement cette précipitation dans une scission des actifs.

L'absence de toute visibilité sur une réforme profonde de l'ARéNH, le décalage de la mise en service de Flamanville 3 dû à des reprises de soudures délicates et inédites et les élections professionnelles à venir, tout plaide pour que l'instruction contradictoire de ce dossier Hercule soit reportée après qu'une régulation renouvée garantisse le revenu de l'entreprise.

Les élections des représentants du personnel doivent pouvoir se tenir dans la sérénité et déboucher sur une représentativité des organisations syndicales conforme aux intérêts et à l'attente des salariés sans que ces derniers soient l'objet de provocations et d'insécurité sur leur devenir au risque de tendre inutilement le dialogue social dans l'entreprise.